Lâ€™hÃ©ritage toxique des miniÃ¨res explose

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2020

En matiÃ¨re de restauration des sites miniers abandonnÃ©s, les annÃ©es se suivent et se ressemblent au QuÃ©bec. Alors que la facture estimÃ©e pour l'Ã‰tat a Ã©tÃ© multipliÃ©e par trois en 10 ans,Â Le DevoirÂ a constatÃ© que le gouvernement t toujours Ã investir les sommes substantielles nÃ©cessaires pour venir Ã bout d'un hÃ©ritage toxique qui risque de coÃ»ter plus d'un milliard de dollars aux contribuables quÃ©bÃ©cois.

Dans un rapport particuliÃ¨rement sÃ©vÃ¨re sur la gestion du secteur minier par le gouvernement du QuÃ©bec, le VÃ©rificateur gÃ©nÃ©ral du QuÃ©bec avait mis en lumiÃ¨re dÃ¨s 2009 l'ampleur de la facture qui devrait Ãªtre assumÃ©e par l' pour dÃ©contaminer et restaurer les sites miniers abandonnÃ©s par l'industrie au fil des dÃ©cennies. Cette premiÃ¨re estimation, qui faisait Ã©tat de coÃ»ts de 264 millions de dollars, a par la suite explosÃ© au fil des ans, au fur et Ã mesure que les travaux des experts du gouvernement permettaient de prÃ©ciser l'ampleur du passif environnemental Ã sa charge. Et malgrÃ© des investissements de plus de 165 millions de dollars depuis une dÃ©cennie, la facture n'a tout simplement pas diminuÃ©. Pire, selon une mise Ã jour transmise auÂ DevoirÂ par le ministÃ¨re de l'Ã‰nergie et des Ressources naturelles, elle est aujourd'hui Ã©valuÃ©e Ã 1,2 milliard de dollars. Le ministÃ¨re a prÃ©cisÃ© que ce montant comprend des sites qui sont concrÃ¨tement Ã la charge de l'Ã‰tat, mais aussi des sites pour lesquels le gouvernementÂ "pourrait avoir Ã agir Ã©tant donnÃ le statut financier prÃ©caire des responsables". Impossible, cependant, d'avoir un portrait prÃ©cis pour ces derniers. Chose certaine, le passif lÃ©guÃ© par l'industrie miniÃ¨re au fil des dÃ©cennies passÃ©es est majeur. Selon les donnÃ©es les plus Ã jour, on compte 223 sites d'exploration miniÃ¨re abandonnÃ©s, ainsi que 221 sites d'exploitation. On en retrouve plusieurs en Abitibi, en Outaouais et en Estrie, dont bon nombre sont Ã Ã©valuer pour vÃ©rifier l'ampleur des travaux Ã venir.

UnÂ "plan d'action"Â a aussi Ã©tÃ© prÃ©parÃ© par un groupe de travail constituÃ© deÂ "professionnels"Â des ministÃ¨res et organismes responsables de rÃ©habiliter les terrains contaminÃ©sÂ "en vue d'optimiser les efforts du gouvernement". Ce plan d'action prÃ©voit, notamment, l'Ã©laboration d'un cadre de rÃ©fÃ©rence afin d'harmoniser la gestion des terrains contaminÃ©s.Â "La restauration est beaucoup trop lente et tout le processus manque de transparence", dÃ©plore Marc Nantel, porte-parole du regroupement Vigilances mines Abitibi-TÃ©miscamingue. Pendant ce temps, ajoute-t-il, certains sites laissent fuir des rÃ©sidus acides qui contaminent le territoire avoisinant et les cours d'eau. Un point de vue partagÃ© par le porte-parole de MiningWatch Canada, Ugo Lapointe. Selon lui, en tardant Ã venir Ã bout de l'ensemble des sites contaminÃ©s, le gouvernement risque aussi de se retrouver avec une facture encore plus Ã©levÃ©e.Â "On poursuit toujours la "caractÃ©risation" de l'ensemble des sites. Donc, en clair, on ne comprend pas encore complÃ¨tement la situation. Et par expÃ©rience, on sait que les coÃ»ts explosent lorsqu'on arrive Ã l'Ã©tape de la restauration des sites. La facture de 1,2 milliard n'est donc qu'une estimation du montant total, qui pourrait trÃ¨s bien Ãªtre plus Ã©levÃ©."

444, c'est le nombre de sites miniers d'exploration et d'exploitation abandonnÃ©s qui ont Ã©tÃ© rÃ©pertoriÃ©s Ã ce jour. Carte des sites miniers abandonnÃ©s - Ã‰nergie Ressources naturelles QuÃ©becÂ Â

Alexandre Shields -Â article intÃ©gral publiÃ© par Le DevoirÂ Â Â

Photo extraite du film de Richard Desjardins et Robert Monderie, Trou Story, l'image montre un parc Ã rÃ©sidus miniers orphelin, que l'Ã‰tat (donc les contribuables) doit prendre en charge pour restaurer le site - Office national du film du CanadaÂ

Â

Â Â